



# COMMUNE DE BERMONT

10 Grande Rue 90400 Bermont Tél. 03 84 56 00 21 - mail : [mairie@bermont.fr](mailto:mairie@bermont.fr)

## PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL REUNI LE LUNDI 15 DÉCEMBRE 2025

LE CONSEIL MUNICIPAL, légalement convoqué, s'est réuni le lundi 15 décembre 2025 à 18h, en ses lieux habituels, sur la convocation et la Présidence de Monsieur Pascal GROSJEAN.

**Présents (08) :** BRUGNONI Pierre, COULOT Catherine, GROSJEAN Pascal, GUYOD Lionel, JEAMBRUN Gilles, MARTIN Bruno, MARTIN Patricia, PETITE Patrice.

**Excusés (02) :** BAUDIN Jocelyne, FENOLLAR Anne-Laure.

**Votants (08)**

**Secrétaire de séance :** Bruno MARTIN

### **Ordre du jour :**

- Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 10 octobre 2025,
- Etat d'assiette ONF,
- Participation employeur protection santé,
- Renouvellement assurance risque statutaire,
- Ouverture de crédit d'investissement avant vote du BP 2026,
- Demande de subvention enfouissement des réseaux secs rue de Châtenois – fond d'aide aux communes du GBCA,
- Demande de subvention enfouissement des réseaux secs rue de Châtenois et impasse d'Avolle – DETR/DSIL,
- Convention de servitudes pour les ouvrages souterrains – enfouissement des réseaux secs à proximité de l'îlot de sénescence par ENEDIS,
- Convention relative à la gestion, à l'entretien et à la maintenance de la voirie et des aménagements réalisés sur les communes de Bermont, Dorans et Sevenans – suite aux travaux de requalification de l'axe routier de la RD437,
- Convention de servitude de passage d'un dispositif d'assainissement non collectif avec évacuation dans collecteur pluvial, avec Monsieur Julien MICH,
- Questions et informations diverses.

### **1) Approbation du procès-verbal de la séance précédente**

Le procès-verbal de la séance du 10 octobre 2025 est approuvé à l'unanimité.

### **2) Etat d'assiette ONF 2026**

L'état d'assiette des coupes de bois pour 2026, porte sur la parcelle 13 d'une surface de 2.17 ha. Cet état d'assiette a été approuvé à l'unanimité.

### **3) Participation employeur protection santé**

La participation de l'employeur en matière de frais de santé est obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2026 et sa participation minimale s'établit à 15 € par agent et par mois, soit 50 % d'un montant de référence fixé à 30 €. Pour ce faire, l'employeur public dispose de deux solutions :

- la labellisation,
- la convention de participation proposée par le CDG 90.

Le Conseil Municipal, après en avoir débattu et délibéré, à l'unanimité, décide de participer au financement des contrats individuels labellisés de protection sociale complémentaire en matière de santé à hauteur de 30 € par mois et par agent, quelle que soit sa quotité de travail, sous réserve qu'il produise un justificatif de cette labellisation chaque année.

#### **4) Renouvellement assurance risque statutaire**

Pour rappel, la commune a mandaté le CDG90 pour lancer le renouvellement du marché assurance risque statutaire.

L'offre retenue est celle de GROUPAMA, elle se caractérise par une grande souplesse, en effet, 9 formules sont offertes pour l'agent cotisant à la CNRACL (la formule actuelle porte sur un remboursement à 90 % avec 30 jours de franchise, pour un taux de 8.80 %).

De plus, c'est une première, au lieu de trois ans, le contrat est conclu pour les quatre prochaines années, mais aussi, une garantie de taux de 2 ans est également accordée.

Il y a lieu de délibérer pour les deux catégories, CNRACL et IRCANTEC.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, adhère au contrat groupe d'assurance pour les deux catégories, les taux retenus sont :

- CNRACL : 7.61 % (remboursement à 90 % avec 30 jours de franchise) ;
- IRCANTEC : 0.99 % (remboursement à 100 % avec 15 jours de franchise).

#### **5) Ouverture de crédit d'investissement avant vote du BP 2026**

Monsieur le Maire sollicite l'autorisation (toutefois, celle-ci ne porte pas sur le remboursement des annuités du capital de la dette) de l'assemblée délibérante pour procéder avant le vote du budget primitif 2026, à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2025 :

Chapitres	BP 2025 (prévisions + DM)	BP 2026 (1/4 des crédits)
21 – Immobilisations corporelles	85 115 €	21 279 €

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise le Maire à procéder, jusqu'au vote du budget primitif 2026, à l'engagement, à la liquidation et au mandatement des dépenses d'investissement dans la limite de 21 279 €.

#### **6) Demande de subvention enfouissement des réseaux secs rue de Châtenois – fond d'aide aux communes du GBCA**

Monsieur le Maire rappelle, que cette demande devait être déposée avant le conseil communautaire du GBCA, début novembre, ce qui a été fait. Désormais, il est nécessaire qu'une délibération soit prise pour compléter le dossier de demande de subvention.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise le Maire à solliciter une subvention au titre du fond d'aide aux communes, pour un montant de 20 487.10 € (qui correspond au solde de l'enveloppe de 60 000 € que le GBCA nous avait attribué pour la période 2020/2026).

#### **7) Demande de subvention enfouissement des réseaux secs rue de Châtenois et impasse d'Avolle – DETR/DSIL 2026**

Monsieur le Maire précise que Territoire d'Energie 90 (TE 90) est l'assistant maître d'ouvrage pour ce projet, mais que l'ordre de grandeur établi ne portait que sur la rue de Châtenois, or, l'impasse d'Avolle était également concernée par cet enfouissement.

C'est pourquoi, TE 90 a transmis un second ordre de grandeur.

Ainsi, le projet global, rue de Châtenois et impasse d'Avolle est estimé à un montant de 315 002 € HT, étant précisé, que TE 90 prend en charge 158 000 € et que la commune a sollicité 20 487 € auprès du GBCA. La commune souhaite donc compléter son financement à hauteur de 73 521 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise le Maire à solliciter une subvention au titre de la DETR/DSIL 2026 pour un montant de 73 521 €.

**8) Convention de servitudes pour les ouvrages souterrains – enfouissement des réseaux secs à proximité de l'îlot de sénescence par ENEDIS**

La ligne HTA permettant l'arrivée de l'électricité au village se trouve dans la vallée de la Douce, en pied de coteau pour déboucher vers l'entreprise Courtot.

Cet ouvrage est aérien sur 260 mètres environ et subit les chutes d'arbres de l'îlot de sénescence. Une première demande en 2017, réitérée en 2020, n'avait pas abouti et la commune devait participer au financement.

Alors même que la commune demandait des devis auprès de bûcherons pour couper les arbres, avec une prise en charge par APRR, Enedis nous informe du lancement de l'étude d'enfouissement.

Le tracé va se faire par un forage sous la Douce pour rejoindre le chemin qui nous appartient maintenant le long de l'A36, encorbellement sur le vieux pont de la Douce puis rue de la Suze pour rejoindre le poste situé en face de l'entreprise.

Pour autoriser Enedis à effectuer les travaux sur nos parcelles, il nous est demandé des servitudes de passage.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise le Maire à signer la convention de servitudes pour les ouvrages souterrains et tout autre document relatif à ce projet.

**9) Convention relative à la gestion, à l'entretien et à la maintenance de la voirie et des aménagements réalisés sur les communes de Bermont, Dorans et Sevenans – suite aux travaux de requalification de l'axe routier de la RD437**

Dans le cadre de la préparation des travaux de requalification de la RD 437 aux Cabris, l'avenant n°3 à la convention de groupement de commandes a acté le retrait des communes de Bermont, Dorans et Sevenans du financement direct des travaux.

L'article 5 de cette convention a redéfini le rôle futur des communes en stipulant qu'elles deviendraient "propriétaires et gestionnaires des aménagements de sécurité réalisés sur la RD437" sur leur territoire respectif. Ce même article prévoit que les modalités de cette gestion post-chantier doivent être définies par une "convention d'entretien et de gestion ultérieure".

La présente convention a donc pour objet de mettre en œuvre cette disposition. Elle vient formaliser et préciser les rôles, les missions et les responsabilités de chaque partie afin d'assurer une gestion, un entretien et une maintenance efficaces et coordonnés des nouvelles infrastructures, garantissant ainsi leur bon état, leur sécurité et leur pérennité.

Chacune des 3 communes sur son territoire respectif, devient donc propriétaire, des aménagements de proximité et de sécurité réalisés. Ceci inclut notamment les trottoirs, les quais bus et les zones de stationnement aménagées, les aménagements de sécurité, notamment les plateaux réalisés sur la RD437 et les îlots centraux, les espaces verts, les plantations, ainsi que le mobilier urbain (bancs, abribus, corbeilles, potelets) y compris les mâts et les réseaux d'éclairage public.

L'espace engazonné entre la voie piétonne – cyclable et le canal, y compris en agglomération, ainsi que l'espace du giratoire, reste à la charge du Conseil Départemental.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise le Maire à signer la convention relative à la gestion, à l'entretien et à la maintenance de la voirie et des aménagements réalisés sur les communes de Bermont, Dorans et Sevenans.

**10) Convention de servitude de passage d'un dispositif d'assainissement non collectif avec évacuation dans collecteur pluvial, avec Monsieur Julien MICH**

La commune est propriétaire d'une parcelle de terrain cadastrée ZB 385, sise 19 Grande Rue, jouxtant la propriété de Monsieur Julien MICH, parcelle ZB 39, sise 11 Grande Rue.

Ce dernier sollicite la commune pour la création d'une servitude de passage pour la mise en place de son dispositif d'assainissement non collectif avec évacuation dans un collecteur pluvial sur la parcelle communale n° ZB 385.

Monsieur le Maire présente la convention de servitude de passage. Il précise que cette convention fera l'objet d'un acte authentique par devant notaire aux frais de Monsieur Julien MICH.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise le Maire à signer la convention servitude de passage d'un dispositif d'assainissement non collectif avec évacuation dans collecteur pluvial et tout acte en lien avec cette servitude.

### 11) Questions et informations diverses

Monsieur le Maire informe les membres, que dans le cadre de la fusion des 2 syndicats scolaires au 1<sup>er</sup> janvier 2026, il sera nécessaire de réunir le conseil municipal avant le 30 janvier, afin de nommer les représentants de la commune au sein du nouveau syndicat. Celui-ci se nomme Syndicat Intercommunal de Gestion du RPI des 4 villages.

Monsieur Pierre BRUGNONI demande s'il y a eu un retour de l'étude sur le bruit., Monsieur le Maire lui répond par la négative.

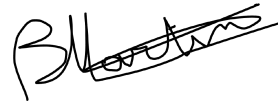
A Bermont, le 13 janvier 2026

Le Maire,

Le secrétaire



Pascal GROSJEAN



Bruno MARTIN